

Interdiction des Pailles en plastique jetables (plus SDG + claviers digitaux)

Rencontre BDF – CSNPH - Cabinet Marghem 03/09/2020 (visioconférence)

Présents

Marie-Christine Marghem, Ministre en charge du Développement durable

Anne Junion, directrice de cabinet (AJ)

Geoffroy Blondiaux, collaborateur (GB)

Gisèle Marlière (Présidente CSNPH - Secrétaire générale BDF)

Pierre Gyselink (Président BDF, membre CSNPH)

Emilie De Smet (Vice-Présidente CSNPH – Vice-Présidente BDF)

Véronique Duchenne et Olivier Magritte (Secrétariat)

Contexte

Suite au courrier « Pailles en plastique » envoyé par le BDF, Madame la Ministre a proposé une rencontre.

Elle souhaiterait aborder également la politique PH en général

Directive produits plastiques

GM : introduit le sujet

- Le sujet pourrait paraître anecdotique, mais il est crucial pour certaines personnes qui ont de gros problèmes pour l'utilisation de solutions alternatives aux pailles en plastique, notamment personnes qui ont des difficultés de mouvements non contrôlés...
- Ce n'est pas que pour l'ingestion de liquides, mais aussi du semi-liquide
- Se pose aussi le problème de l'autonomie de la personne
- Nous venons avec un problème et nous vous demandons comment on pourrait avoir une exception.

GB :

- Il s'agit d'un dossier EU... Pour les pailles, des exceptions pour usage médical peuvent être prévues. Reste le problème de l'accessibilité des pailles à un coût abordable
- A côté des pharmacies, les bandagistes et les « parapharmacies » sont peut-être importants pour multiplier les points d'achat

GM :

- Bandagistes ne sont pas le meilleur point d'accès

- Il y a aussi l'accessibilité, si on est dans le « médical », on risque d'avoir d'autres conditions de coût

Mme Marghem :

- D'autant que les personnes handicapées n'ont souvent pas de facilités financières
- Elle demande à son collaborateur quelles sont les possibilités de prise en compte de cette problématique dans le processus législatif en cours

GB :

- Il est possible d'introduire des amendements au texte qui est en discussion à la chambre

Mme Marghem :

- Pointe le fait que d'autres ministres sont concernés, car cela relève de la santé
- Si des pailles en plastique ne peuvent plus être achetées qu'en pharmacie, elles seraient sans doute emballées individuellement

GM :

- Il s'agit d'un enjeu éminemment transversal, comme toujours en matière de handicap
- Il serait intéressant que les textes soient soumis vers le CSNPH qui a la possibilité de remettre des avis d'initiative ou sur demande

EdS :

- Notre courrier était envoyé en copie à madame De Block

Mme Marghem :

- Le dossier est en Commission santé de la Chambre : nous ne pouvons pas passer autrement que par des propositions de loi.. Une demande va être faite aux députés MR membre de la commission santé pour qu'ils y soient attentifs lors de la session de 10/09
- Contentée que vous abordiez les choses en terme de transversalité, je me suis intéressé depuis toujours à ces questions, sans m'y impliquer. Aujourd'hui, je suis plus en mesure de prendre conscience de tous les aspects de la thématique.

Thématique globale du handicap

Mme Marghem :

- Se pose aussi la question de la régionalisation. Quel est votre point de vue sur cette difficulté ?

GM :

- Au niveau de la transversalité, nous souffrons depuis des années à cause de la régionalisation. Elle est un fait, mais il y a un grand manque d'articulation entre les différents niveaux de pouvoir : la « CIM » ne se réunit pas. Nous constatons que les dispositifs mis en place ne sont pas analysés à la fois en fonction des réalités fédérales et régionales
- Vous avez de vous-même pensé à d'autres ministres. C'est très rare. Le fameux test Kafka, par exemple, ne pose jamais la question du handicap. Se pose aussi le problème du fait qu'au niveau fédéral, le handicap, on l'attribue à un ou une Secrétaire d'Etat. Or, les secrétaires d'Etat ne siègent pas au conseil des ministres...
- Les personnes doivent systématiquement « faire plein de chapelles » pour chaque dossier

- Le handicap n'est pas dans un champ fermé, mais transversal

Mme Marghem :

- L'absence de réunions CIM pose de gros problèmes de coordination. J'ignorais qu'elle ne se réunissait pas
- Cela met les structures représentatives de personnes handicapées en situation délicate car coincées dans le « réactif »

EdS :

- La coordination des politiques est pourtant le plus important pour les conseils d'avis. Pour illustrer, voir la situation dans l'emploi, l'autonomie,... il y a plein d'exemples

Mme Marghem :

- Avez-vous un document faisant le point de ces problèmes au niveau autonomie, emploi sur lequel nous pourrions travailler ? De sorte que nous puissions nous positionner plus adéquatement

VDE :

- oui, nous pouvons vous transmettre le mémorandum, les notes de position et les avis sont disponibles sur le site <http://ph.belgium.be/fr/>

Développement durable et claviers digitaux

GM :

- Nous voulons profiter de l'occasion pour vous parler de deux autres domaines

OME :

- SDG – Objectifs du Développement durable
- Le BDF suit attentivement les développements en lien avec les SDGs depuis 3-4 ans
 - Il a participé aux évaluations ONU suite au rapport volontaire de la Belgique en 2017.
 - Il a participé aux « Forum Belge des SDG » organisé par votre cabinet
 - Son but est de positionner les personnes handicapées dans le processus : les SDGs ne sont perçus par le grand public que comme un dossier « pollution » et « coopération au développement ». C'est beaucoup plus et les personnes handicapées belges sont directement concernée, par exemple au niveau de la pauvreté ou de l'accès à l'enseignement
- Au niveau de la sensibilisation des organisations membres du BDF et des personnes handicapées en général, le BDF
 - a repris des petits « cartoons » de conscientisation créés par l'European Disability Forum, uniquement en anglais
 - les a adapté en trois langues nationales et dans les différents modes de communication nécessaires pour une accessibilité large : sous titrage, langue des signes.
 - n'a pas réussi à les adapter en audio-description, pour des raisons principalement budgétaires

- veut utiliser ces vidéo avec ses organisations membres comme base d'animations, sur internet, sur les réseau sociaux. Elles seront également utilisables au niveau télévisuel : en télévision communautaires ou nationale

Mme Marghem :

- Avez-vous demandé l'aide de la RTBF pour la réalisation de ces « cartoons » ?
- Dans mon cabinet, prendre contact avec Geoffroy Blondiaux. Je peux regarder s'il est possible de trouver un financement complémentaire

OME :

- Pour ce qui est de la RTBF, nous voulons les contacter avec un produit utilisable
- Le Secrétariat du BDF va contacter M. Blondiaux

OME :

- Un second dossier « problématique » est le recours aux claviers tactiles : ils sont « imposés comme solution incontournable par les banques, au niveau de la SNCB
- Mais ils sont inaccessibles ou posent de gros problèmes pour toute une série d'utilisateurs : personnes aveugles et malvoyantes, personnes qui ont des mouvements incontrôlés, des tremblements...
- En outre, ils sont basés sur des technologies très problématiques au niveau du développement durable car ils nécessitent l'utilisation de métaux repris sous le vocable « terres rares », dont l'exploitation pose questions, avec comme exemple les mines de coltan en RDC...

VDE

- Des contacts ont été pris avec Febelfin et avec Coméos
- Avec Febelfin, cela avance un petit peu
- Avec Coméos, 4 courriers ont été envoyés, sans suite jusqu'à présent. Il nous manque une « porte d'entrée »

Mme Marghem :

- Nous avons des contacts au niveau de Coméos.
- Je devrais commencer moi-même la prise de contact et réorienter vers vous
- Envoyez copie du dernier courrier adressé à Coméos à GB

GM :

- Voulez-vous soulever d'autres aspects

Mme Marghem :

- Sur un plan plus « philosophique » : avez-vous travaillé sur le problème du regard des autres ?

GM :

- Cela fait longtemps que toutes les associations participant au BDF travaillent sur cet aspect, tant pour la personne que pour les membres de sa famille.
- Changer le regard ne se fait pas en une législature. Cela se fait beaucoup par des messages officiels et non verbaux qui témoignent de la prise en compte de l'enjeu de l'intégration

Mme Marghem :

- Je ne suis, malheureusement pas parvenue à convaincre mes collègues de l'importance du développement durable